

L'action du P. S. U. pour l'unité des masses populaires

FIDELE à la ligne politique qu'il n'a cessé de suivre depuis sa création en toutes circonstances, le Parti Socialiste unifié s'est attaché par toutes ses démarches à réaliser le plus rapidement possible la plus large union sans exclusive pour organiser la riposte au coup de force d'Alger.

Sans entrer dans tous les détails, nous croyons utile d'indiquer ici tous les contacts pris par le P.S.U. et les réunions auxquelles il a envoyé des représentants au cours des journées et des nuits de samedi et de dimanche.

Notre double objectif, en ces circonstances, a été :

1). D'obtenir le plus rapidement possible l'action en commun de TOUTES les organisations syndicales ouvrières et de TOUS les partis démocratiques d'accord pour s'opposer par tous les moyens à la tentative de coup de force, sans compromission avec le pouvoir, trop souvent complice des ultras.

2). Organiser au plus tôt la riposte populaire et les démonstrations de la volonté de résistance par des arrêts de travail, des meetings et des manifestations de rues.

Telle a été constamment la ligne de l'action entreprise par le Bureau national du P.S.U.

Voici donc, dans l'ordre chronologique, le rappel des principales démarches :

SAMEDI 22 AVRIL:

• **Le matin**, le communiqué suivant a été publié : « **Dès l'annonce du putsch militaire, le Bureau national du P.S.U. a pris contact avec un certain nombre de formations politiques et syndicales afin d'examiner les mesures d'urgence qui devaient être prises. Le P.S.U. estime que la riposte populaire doit être unie, puissante et immédiate.** »

• **L'après-midi** : Le Bureau national du P.S.U. rédigeait un tract et le faisait aussitôt distribuer dans la région parisienne par les militants des fédérations.

Ce tract déclarait notamment :

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIE,

parti de la lutte intransigeante pour la paix en Algérie, dressé dès le premier jour contre le pouvoir personnel, réaffirme en ces graves circonstances que c'est dans le peuple seul que réside l'espoir de défendre les libertés et de restaurer la paix et non dans la confiance en un régime porté au pouvoir par le coup de force des officiers et des colons d'Alger.

Il appelle les travailleurs et les démocrates à agir dans les heures qui viennent pour que se dresse contre les rebelles un barrage infranchissable. Il fait confiance aux soldats du contingent qui ne relèvent que de la nation pour se refuser à servir les plans de guerre civile d'une poignée d'officiers.

Que sans délai, dès ce soir, dès demain, se développent dans les localités et dans les quartiers des manifestations publiques pour la paix et la liberté, pour la mise hors d'état de nuire et la dissolution des unités factieuses de parachutistes et de légionnaires, pour le châtimement exemplaire des chefs trop longtemps impunis du fascisme militaire.

Que sans tarder s'organise le front des organisations démocratiques et syndicales des travailleurs manuels et intellectuels, des villes et des campagnes. Que s'exprime la riposte puissante et unanime de la Nation.

— **A 15 heures** : une délégation du Bureau national — Gilles Martinet et Alain Savary — participait à une réunion groupant, outre le P.S.U., les représentants de la C.F.T.C., C.G.T., F.O., U.N.E.F., de la F.E.N. et du S.N.I., du parti radical, de la S.F.I.O., de l'U.D.T. et de la Ligue des Droits de l'Homme.

Les organisations se mettaient d'accord sur le texte d'un communiqué commun. Cependant, malgré les efforts de la délégation du P.S.U., il n'était pas possible d'obtenir un élargissement de l'éventail des organisations réunies et d'organiser une rencontre avec le P.C. et la

C.G.T.

— **A 17 heures : une délégation du Bureau du P.S.U.** — Édouard Depreux, Jean Poperen, Robert Verdier, Jean Verlhac — **reçoit au siège du parti une délégation du P.C. : Plissonnier et Marchais.**

Après un échange de vue au cours duquel nos camarades exposent les démarches entreprises par le P.S.U., les deux délégations tombent d'accord sur la nécessité de provoquer une riposte rapide sur la base de l'union la plus large. Elles convenaient de rester en contact.

On s'étonne, dans ces conditions, que le lendemain, **L'Humanité Dimanche** ait pu parler du P.S.U. dans les termes que l'on sait et que nous relevons d'autre part. D'ailleurs, les deux délégations se rencontraient à nouveau le soir vers 23 heures. Le P.S.U. proposait de faire connaître ces contacts par un communiqué commun, ce qui ne fut pas jugé utile par les représentants du P.C.

DIMANCHE 23 AVRIL :

— **A 11 heures :** les organisations réunies la veille à 15 heures se retrouvaient à nouveau et adoptaient définitivement le texte de leur communiqué commun. Mais les désaccords que nous avons notés ci-dessus persistaient malgré nos efforts.

— **A 15 heures :** réunion de la C.G.T., F.E.N., U.N.E.F., C.F.T.C., du P.C., P.S.U. et de la Ligue des Droits de l'Homme. S.F.I.O. et F.O. n'assistaient pas à cette réunion ; mais la C.G.T. et le P.C., absents aux rencontres du samedi 15 heures et dimanche 11 heures, sont représentés ici.

Malgré un nouveau contact à 20 h. 30 aucun accord ne pouvait être réalisé ni sur la

publication d'un texte commun, ni sur l'organisation d'une manifestation dans la rue.

Cependant, en même temps, le dimanche après-midi, les représentants des fédérations de Paris du P.C. et du P.S.U., des U.D., de la C.G.T., de la C.F.T.C., de la F.E.N. et de F.O. tenaient plusieurs réunions.

Alors qu'il paraissait à certains moments possible d'aboutir à la décision d'une **grande manifestation commune**, pour le mardi 25, l'intransigeance de l'U.D. de la C.G.T. sur la date du lundi faisait échouer l'accord, à la suite de l'interdiction prononcée par le Préfet de Police. Peu après d'ailleurs, l'U.D. de la C.G.T. renonçait à son mot d'ordre de manifestation centrale.

Nous ne pouvons que déplorer, ainsi que le déclare notre communiqué du 23 avril, qu'« **en des circonstances aussi graves, les exclusives ou les tentatives d'hégémonie empêchent de réaliser l'union nécessaire** ».

Nul doute, cependant, que notre ligne ne soit la plus conforme à l'intérêt des travailleurs et à l'organisation de la résistance au coup de force. Au reste, on verra d'autre part, les informations que nous avons sur les mouvements organisés en province. On constatera, précisément, que spontanément, les organisations départementales ou locales des partis et syndicats ont SU réaliser cette large union que nous souhaitons et à la réalisation de laquelle nous continuerons à travailler obstinément.

La pleine réussite de l'arrêt du travail de lundi, le fait que le mot d'ordre ait été lancé par toutes les organisations syndicales atteste la volonté des masses populaires de surmonter ces divisions.

*Nous publions ci-dessous les appels lancés par le Bureau National du P.S.U.
Le Bureau a tenu à suivre constamment l'évolution de la situation, à renouveler sans cesse ses appels à l'unité et à l'action, à adapter ses mots d'ordre aux diverses phases de la lutte pendant ces journées. Il va de soi qu'il poursuit cette tâche.*

Paris, 23 avril - 18 h.

L'évolution de la situation en Algérie montre que les généraux fascistes peuvent compter à la fois sur le concours des unités parachutistes et légionnaires et sur la complicité de la grande majorité du corps des officiers de carrière. Cette complicité leur a permis de s'emparer du pouvoir d'Alger, Oran et Constantine. Elle

pourrait demain leur ouvrir la route de Paris si une résistance efficace ne s'organisait pas dans les toutes prochaines heures.

Devant l'incapacité du Gouvernement à se faire obéir des généraux, les deux éléments essentiels de cette résistance sont les organisations syndicales, les partis **ouvriers et démocratiques** d'une

part, les soldats du contingent de l'autre.

Il faut que les officiers fascistes sachent que l'extension du putsch militaire à la France se heurterait à la riposte immédiate de la population. Il faut qu'ils sachent également que les soldats des unités stationnées en France et en Allemagne se refuseraient à les suivre et s'opposeraient à leur entreprise.

Le P.S.U. salue la décision des syndicats d'organiser lundi à 17 heures un arrêt du travail. Tous ses militants participeront activement à cette grève. Il estime que cette première action doit être accompagnés et suivie de manifestations de rues, autour des mots d'ordre suivants :

- Union contre le coup de force ;
- Pas de compromis avec le fascisme militaire et ses complices ;
- Épuration de l'Armée et de l'Administration ;
- Dissolution des unités de parachutistes et de légionnaires ;
- Soldats du contingent avec la nation ;
- Paix par la négociation.

Dans le même temps doit être préparée l'organisation pratique de la résistance à d'éventuels raids militaires. Cette préparation nécessite la coordination de tous les efforts. C'est pourquoi il faut constituer sans tarder dans chaque département, dans chaque localité, dans chaque grand service public, et dans chaque entreprise des comités de vigilance et d'action formés par les représentants des organisations syndicales et politiques.

Dans sa volonté d'établir un front commun antifasciste, le P.S.U. a participé depuis 24 heures à de multiples réunions qui l'ont mis en contact aussi bien avec la S.F.I.O., le Parti Radical et l'U.D.T. qu'avec le Parti Communiste, avec la C.G.T. qu'avec la C.F.T.C., la F.E.N., Force Ouvrière et l'U.N.E.F. Il pense que les obstacles qui s'opposent encore à une action commune doivent être rapidement balayés ; le temps presse et les travailleurs ne comprendraient pas qu'en des circonstances graves, les exclusives ou les tentatives d'hégémonie empêchent de réaliser l'union nécessaire.

Ils le comprendraient d'autant moins que la nation est unanimement hostile au putsch fasciste dont le triomphe signifierait une prolongation indéfinie de la guerre

d'Algérie.

Au moment où les apprentis sorciers du 13 mai recueillent les fruits amers de leurs anciens complots, il faut que s'affirme la volonté populaire de crever une fois pour toutes l'abcès purulent qui infecte depuis tant d'années la vie française, d'en finir une fois pour toutes avec le colonialisme, le fascisme militaire et la guerre.

Les possibilités de cette victoire existent à la condition d'agir vite, d'agir en force, sans esprit de concession ni de recul.

23 avril 1961 - 23 heures.

Les généraux factieux qui se sont emparés du pouvoir en Algérie, précipitent la France dans la guerre civile.

Seul le peuple de France peut faire échouer cette entreprise criminelle. Toute hésitation, tout retard serait funeste.

Le P.S.U., dont les militants se sont mis dès cette nuit en état d'alerte, appelle à l'organisation immédiate de comités d'action dans les entreprises et les quartiers.

Le P.S.U. demande à tous ses militants de préparer dès ce matin sur les lieux de travail l'indispensable riposte des masses qui mettra en échec la tentative du fascisme militaire.

Seule la constitution immédiate et massive de milices populaires, sous le contrôle des syndicats et des organisations démocratiques, peut créer la force écrasante contre laquelle quelques unités de troupes spéciales ne pourront rien.

Le P.S.U., dont les effectifs ne demandent qu'à affronter les factieux, a réclamé des armes au Ministère de l'Intérieur. Le Gouvernement aurait de lourdes responsabilités s'il ne donnait pas à toutes les forces démocratiques le moyen de contribuer de manière décisive à la défaite de la rébellion.

24 avril 1961, 5 heures.

Au nom du Parti, Alain Savary s'est rendu, dès la nuit de dimanche à lundi, au ministère de l'Intérieur où on avait annoncé que des armes étaient disponibles, pour en prendre livraison et les remettre aux camarades organisés du Parti, en acceptant de les faire servir à des objectifs militaires contre les parachutistes et les factieux.

Nos camarades sont demeurés en état d'alerte. A cette heure, cependant, aucune arme n'a été délivrée. Il apparaît malheureusement qu'il y avait chez certains U.N.R., beaucoup plus le souci d'une opération publicitaire que d'une action efficace. Le Gouvernement hésite visiblement à armer les forces réellement républicaines.

Un des objectifs essentiels de l'action populaire au cours des prochaines heures doit être de l'amener à prendre et à appliquer une telle décision.

24 avril 1961, 19 heures.

Par millions les travailleurs ont fait grève. Par un mouvement d'une ampleur rarement égalée, ils ont donné un premier avertissement aux officiers factieux d'Algérie.

En de nombreuses villes, d'ardentes manifestations préparées dans l'union des organisations syndicales et démocratiques ont montré que c'est l'immense majorité des travailleurs de la Nation qui est décidée à faire échec au coup de force dont la France, après l'Algérie, est menacée.

La journée du 24 avril doit être le point de départ d'une action sans cesse plus puissante et plus unie jusqu'à la défaite totale des insurgés. Dans les jours qui viennent de nouvelles manifestations de rues doivent exprimer, par toute la France, que la volonté du peuple est inébranlable. Les travailleurs doivent en outre se tenir prêts à assurer, en cas de nécessité, la

protection des centres vitaux de la Nation, en même temps qu'à paralyser toute tentative des factieux en France même.

La multiplication et le renforcement des comités d'action doivent permettre de coordonner l'ensemble des initiatives.

Mais les travailleurs, les républicains doivent continuer à exiger que des moyens réels soient donnés de s'opposer au fascisme militaire. Le Gouvernement encourrait une lourde responsabilité si, tout en refusant des armes aux travailleurs, il les appelait à nouveau à affronter les mains nues le parachutisme rebelle.

APRES L'ÉCHEC DE LA RÉBELLION

26 avril 1961.
2 h. du matin

L'EFFONDREMENT du putsch militaire sera salué avec joie par le peuple français et le peuple algérien.

Cet effondrement est dû pour l'essentiel à l'attitude courageuse des soldats du contingent et à la réaction unanime des travailleurs français. Il faut châtier les coupables et demander des comptes à ceux qui les ont soutenus. Il faut aussi et surtout faire la paix.